

TERRES AGRICOLES DETOURNEES DE LEUR VOCATION

Bouchaoui, la mainmise des "pontes"

Dès que nous rentrons dans la petite ville de Bouchaoui nous sommes tout de suite frappés par le contraste qu'offre cette localité. D'un côté un centre-ville dans un état lamentable avec son lot de routes défoncée et poussiéreuses, des constructions hideuses et illucides, des bidonvilles miséreux et des habitations précaires, et de l'autre, une résidence d'Etat où est concentrée la nomenclature algérienne, des villas cossues et autres ensembles immobiliers grand standing érigés à la périphérie.

En somme, une preuve palpable d'une société à deux vitesses avec ses clivages sociaux criants. Située à une vingtaine de kilomètres à l'ouest d'Alger, cette région agricole par excellence avec ses 1850 hectares est une parfaite illustration de la mauvaise gestion où clientélisme, népotisme, passe-droit, corruption et impunité se sont érigés en mode de gouvernance des années durant. Résultat : des dizaines d'hectares de terres agricoles destinées à être travaillées dans le cadre d'exploitation agricoles collectives ou individuelles (EAC/EAI) ont été accaparés par des individus, biens introduits dans le système, ayant le bras long ou tout simplement bourrées de frics devenus du jour au lendemain de "grand proprié-

re terriens". De fait, Bouchaoui s'est transformé en un laps de temps très court en un immense chantier où des ensembles immobiliers inesthétiques et villas cossues poussent comme des champignons. Au centre-ville, nous rencontrons par hasard K. M. membre du comité de quartier. "Bouchaoui est une ville abandonnée et oubliée", lance-t-il d'emblée. Notre guide nous emmène faire un tour en ville. "Là c'est un ancien général, ici c'est un ancien wali, là-bas c'est une ancienne ministre...". K. M. nous montre les exploitations agricoles ayant été "reprises par des pontes auprès de simples agriculteurs moyennant plusieurs millions de dinars sonnantes et trébuchantes".

Ces derniers, une fois l'acte de jouissance en main, procèdent à la clôture immédiate de "leur" terrain. Des murs hauts et hideux sont ainsi dressés autour de la propriété et qu'on voit dans les quatre coins de Bouchaoui. Elles sont une dizaine éparpillées sur tout le territoire de la localité. Censée servir de terres agricoles, ces parcelles sont pour la plupart laissées en jachère. "Avec des moyens financiers limités, la plupart des agriculteurs succombent à la tentation et cèdent leur droit de jouissance", affirme notre interlocuteur. "Il s'agit



ni plus ni moins que d'une vente cachée bien évidemment sans que la somme de la transaction soit déclarée chez le notaire" précise-t-il. Mieux encore, K. M. affirme que des édifices publics, l'école primaire, le collège, ainsi que l'annexe de la mairie sont construits sur des terrains non encore régularisés car "elles appartiennent toujours au ministère de l'Agriculture".

A l'est de la ville, la fameuse forêt de Bouchaoui, qui fait le bonheur des sportifs et des familles algéroises, a été en partie rasée "pour laisser place à des logements de fonction destinés aux militaires". Des habitants de certaines

fermes nous ont également affirmé que "des individus font souvent irruption en été dans les exploitations agricoles pour prendre des photos des lieux".

A la sortie nord de la ville, une cité, d'origine d'une dizaine de bâtiments se dresse sur des terres agricoles. A quelques encablures un ensemble immobilier où des gens vivent sans eau courante ni électricité. Pour K.M., toutes ces anomalies trouvent leur cause dans la corruption "la tchippa comme on dit". Selon lui "les entrepreneurs à qui on a confiés ses projets viennent tous des autres régions du pays". "N'y a-t-il pas des entrepreneurs à Alger ?"

s'interroge-t-il. "Mais à qui se plaindre !". A la daïra de Chéraga dont relève la localité de Bouchaoui, "on ne veut pas entendre parler de ça. Pour eux sur les 34 km² que compte la circonscription de Chéraga, Bouchaoui est tout simplement exclu". En attendant que "tous ceux qui ont été impliqués dans ce dossier et se sont enrichis suite aux malversations concernant cette affaire répondront de leurs actes devant la justice" et que "les terres soient rendues à leur propriétaire légal : le peuple" — dit le ministre de la Justice, Garde des sceaux —, force est de constater que devant l'ampleur des dégâts engendrés par des

années de gestion catastrophique du foncier dans cette localité que les déclarations de Taïeb Belaïz ne s'avèrent être qu'un vœu pieux.

"Des hommes d'affaires m'ont proposé 3 milliards".

M. Ahmed nous l'appellerons ainsi pour préserver son anonymat est un agriculteur qui gère une exploitation agricole commune (EAC) s'étendant sur 13 ha située à l'entrée ouest de la ville de Bouchaoui. Il exploite avec ses deux associés cette terre agricole depuis 1987. L'année où l'Etat a pris la décision d'octroyer un droit de jouissance perpétuel conformément à la loi n°87-19. "J'ai été plusieurs fois approché par des hommes d'affaires, des personnes biens placées afin que je leur cède ces terres". "J'ai refusé de me plier à leurs exigences car l'agriculture, c'est ma vie".

La preuve, 18 ans après avoir commencé à jouir de ces 13 ha, je continue à les cultiver", souligne-t-il. Selon Ahmed, les personnes qui sont venu le voir lui ont proposé "un lot de terrain ailleurs, de diviser l'EAC en plusieurs lots et de lui en donner trois ou quatre". Ahmed atteste en outre que des responsables de Union Bank sont venu "me voir et m'ont demandé de leur céder le terrain contre trois milliards de centimes".

Lotfi Mérard

Qui a déclenché l'enquête ?

Le foncier agricole ayant toujours fait l'objet d'exploitation politique, il est évident que l'on se demande ce que cache la récente sortie médiatique du ministre de la Justice. Surtout quand on sait que le garde des Sceaux n'est pas du genre à annoncer de son propre chef une opération qui concerne un sujet aussi sensible que les exploitations agricoles. Le faire avec fracas en orientant tous les regards sur le domaine Bouchaoui, déterrât ainsi une affaire vieille de quelques années, réserve forcément une suite. Comment ce pavé dans la mare jeté par Tayeb Belaïz va-t-il faire avancer cette «large enquête» et qui en est à l'origine ? Impossible de récolter une quelconque information du côté du ministère de la Justice, ou encore du côté des Domaines de la wilaya d'Alger qui gèrent près de 18 mille hectares de terres agricoles. Au ministère de l'Agriculture où on dit tout ignorer des raisons du déclenchement de l'enquête, on nous explique volontiers la réglementation qui définit le mode d'exploitation des terres agricoles.

Le sous-directeur des concessions au département de Saïd Barkat considère qu'il n'y a pas lieu de s'exprimer sur un sujet qui est aujourd'hui du ressort de la justice. Smâil Benhabiles nous renvoie sur la loi 87/19 du 8 décembre 1987 fixant le mode d'exploitation des terres agricoles du domaine national, et fixant les droits et obligations des producteurs.

Une loi qui définit l'octroi du droit de jouissance perpétuel sur les terres et le droit à la propriété sur tous les biens immeubles, équipements et infrastructures. Un texte de loi qui souligne que les terres sont transmissibles, cessibles et saisissables, et très clair en matière de cession des parts. Texte que

chacun y compris le notaire «interprète» comme il l'entendait. Faits qui ont amené les exploitations agricoles collectives (EAC) et les exploitations agricoles individuelles (EAI) à perdre leur vocation. Une situation qui, nous dit-on au ministère, a souvent fait l'objet de rapports des Directions de l'Agriculture de wilaya, la justice a même été saisie à ce propos.

Une réalité patente qui a eu pour conséquence l'élaboration d'une instruction interministérielle relative à la cession des droits réels octroyés aux producteurs agricoles, conjointement signée en juillet 2002 par le ministre des Finances et celui de l'Agriculture.

La circulaire en question rappelle les conditions générales de la cession d'éligibilité au désistement. Le postulant doit être de nationalité algérienne, il doit avoir la qualité de travailleur du secteur agricole. Qualité justifiée au notaire par une attestation délivrée par l'Assurance sociale, enfin le postulant ne doit pas être titulaire d'un droit de jouissance dans une autre EAC, ou EAI. Il est à préciser que, dans le cas des EAC, la cession des parts ne peut se faire qu'à un travailleur agricole avec l'accord des autres.

Les exploitants agricoles ciblés par l'enquête judiciaire du département Belaïz remplissent-ils tous ces critères ? Quelle va être la réaction des magistrats quand les enquêtes font ressortir que la terre en «litige» a conservé sa vocation agricole; mieux, que les «indus» exploitants ont respecté l'esprit de la loi en améliorant et en valorisant les exploitations agricoles ?

En attendant que la justice se prononce, le feuillet des terres agricoles dont on annonce à chaque fois la fin continue.

Saïda Azzouz

TERRES AGRICOLES DE BOUCHAOU

Déjà en... 1990

L'origine de l'affaire de Bouchaoui remonte à 1990 lorsque une instruction gouvernementale a été donnée afin d'assainir une liste nominative des cas non conformes aux dispositions de la loi 87/19 plus particulièrement l'article 10. Au cours de cette procédure, toutes les wilayas du pays ont été passées au crible. Bouchaoui n'a pas échappé au constat de déviation.

Amir G. - Alger (Le Soir)

D'après les comptes rendus de presse, il ressort que ce sont les députés de l'Assemblée populaire nationale qui ont demandé que la liste des personnes concernées par l'annulation soit publiée dans les journaux. Les enquêtes diligentées par les services habilités ont porté sur l'identification des individus ayant bénéficié d'attribution de terres agricoles alors qu'à l'origine elles n'y auraient pas droit. Le rapport final de la commission d'enquête a souligné que le total des attributions annulées s'élève à 13.952. Quelque 2833 cas tombent directement sous l'article 10 de la loi 89/19. L'analyse de ces données fait apparaître une forte proportion de cumuls de fonctions. Dans le lot des individus concernés,

l'on retrouve des personnes qui exercent des professions libérales, des commerçants, des industriels, des attributions de complaisance et autres prête-noms. Il est par ailleurs à noter que l'affaire des terres agricoles de la région de Bouchaoui concerne environ 125 cas.

Le communiqué rendu public en 1990 souligne aussi que la confection du rapport a été réalisée dans des conditions de pressions diverses et de manipulations à l'effet de bloquer l'opération dictée par le gouvernement. Le même document fait ressortir que dans l'ensemble des cas de déviations la proportion des moudjahidine est dérisoire.

Le avis de presse révèle aussi qu'une catégorie des bénéficiaires refuse de libérer les terres en dépit de

la prononciation de l'arrêt d'annulation. Ces derniers devaient être poursuivis en justice. Dans la liste nominative qui concerne le domaine de Bouchaoui, l'on peut constater qu'il s'agit de personnes issues de toutes couches de la société. Il y a du plus simple fonctionnaire de l'administration publique jusqu'aux plus hautes autorités du pays en passant par des citoyens qualifiés de «non agriculteurs». Il est en outre à signaler que parmi les hauts cadres cités dans le rapport, la majorité, sinon tous, sont retraités.

La liste des noms des personnes frappées de l'annulation des attributions dont la liste a été publiée en plusieurs parties n'a pas manqué de provoquer des réactions. C'est ainsi que des personnalités connues ont tenu à se démarquer des homonymes publiés et de tous autres liens possibles avec cette affaire. Le gouvernement pour sa part s'est exprimé par le biais d'un communiqué afin de confirmer que l'opération en question allait être menée jusqu'au bout.

A. G.